



PREFECTURE PUY- DE- DOME

Arrêté n °2014185-0036

signé par
Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.

le 04 Juillet 2014

63 - Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
UT 63 et UT 03

Arrêté préfectoral portant mise en demeure de
respecter les obligations réglementaires -
Société Auvergne Caoutchouc - commune de
Montaigut en Combraille



**PREFET DE LA REGION AUVERGNE
PREFET DU PUY DE DOME**

**DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT**

ARRÊTÉ

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
de respecter les obligations réglementaires
Société AUVERGNE CAOUTCHOUC
commune de Montaigut-en-Combraille**

Le préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre I et notamment ses articles L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.516-1 et R.516-1 et 2 ;

VU l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juin 2008 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 mai 2009 et du 27 septembre 2011, autorisant la Société AUVERGNE CAOUTCHOUC à exploiter une unité de valorisation de déchets de caoutchouc ZI Les Viziers 63700 Montaigut-en-Combraille ;

VU le courrier de rappel de l'inspection des installations classées en date du 6 février 2014 rappelant à l'exploitant ses obligations en matière de garanties financières, le non-respect des délais impartis et lui accordant un délai supplémentaire pour adresser au Préfet sa proposition ;

VU le courrier du préfet du 28 mars 2014 rappelant à l'exploitant que le classement de la Société AUVERGNE CAOUTCHOUC sous les rubriques 2718 et 2790 implique la constitution, pour le 1^{er} juillet 2014, des garanties financières au titre de l'article R.516-I-5° du code de l'environnement et lui demandant d'adresser au plus tard avant fin avril le calcul pour que la constitution des garanties financières puisse être effective au 1^{er} juillet ;

VU le rapport de constat fait par l'inspection des installations classées en date du 20 juin 2014 ;

CONSIDERANT que l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement vise les installations relevant des rubriques 2718 et 2790 de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, exploitées par la Société AUVERGNE CAOUTCHOUC ;

CONSIDERANT que l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières impose que l'exploitant transmette au préfet une proposition de montant des garanties financières avant le 31 décembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'Inspecteur de l'Environnement, spécialité Installations Classées a constaté que l'exploitant n'avait pas transmis au Préfet sa proposition de montant des garanties financières pour les installations qu'il exploite à Montaigut-en-Combraille ;

CONSIDERANT que le défaut ainsi constaté constitue un manquement aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières ainsi que de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières ;

CONSIDERANT que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la Société AUVERGNE CAOUTCHOUC de respecter les dispositions des articles sus-dits afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy de Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET

La Société AUVERGNE CAOUTCHOUC, dont le siège social est situé rue ZI Les Viziers 63700 Montaigut-en-Combraille, est mise en demeure de respecter les dispositions réglementaires suivantes :

- constituer les garanties financières demandées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières ;
- adresser au préfet sa proposition du montant des garanties financières en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 - EXECUTION

Le présent arrêté sera notifié à la Société AUVERGNE CAOUTCHOUC à Montaigut-en-Combraille.

Copie en sera adressée à

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
 - Monsieur le Sous-Préfet de Riom,
 - Monsieur le Maire de Montaigut-en-Combraille,
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 24 JUIL. 2014

P/Le Préfet, par délégation:

~~In-Signe-Clermont~~

Thierry SUQUET